



Assemblée générale

Distr. générale
8 avril 2022
Français
Original : anglais

Soixante-dix-septième session

Point 117 c) de la liste préliminaire*

Élections aux sièges devenus vacants

dans les organes subsidiaires et autres

élections : élection de membres du Conseil

des droits de l'homme

Note verbale datée du 31 mars 2022, adressée au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Bureau du Président de l'Assemblée générale et a l'honneur de porter à sa connaissance que le Gouvernement géorgien a décidé de présenter la candidature de la Géorgie au Conseil des droits de l'homme, pour la période 2023-2025, lors des élections qui se dérouleront à New York en octobre 2022, au cours de la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale.

Conformément au paragraphe 8 de la résolution [60/251](#) de l'Assemblée générale, veuillez trouver ci-joint la description des engagements que la Géorgie a pris volontairement en faveur de la promotion et de la protection des droits humains (voir annexe).

La Mission permanente de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies vous serait reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 117 c) de la liste préliminaire.

* [A/77/50](#).



**Annexe à la note verbale datée du 31 mars 2022
adressée au Président de l'Assemblée générale
par la Mission permanente de la Géorgie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Candidature de la Géorgie au Conseil des droits
de l'homme (2023-2025)**

**Engagements pris volontairement en application de la résolution 60/251
de l'Assemblée générale**

1. La Géorgie a l'honneur de présenter sa candidature au Conseil des droits de l'homme pour la période 2023-2025. Lors de son premier mandat au Conseil, de 2016 à 2018, et depuis lors, la Géorgie a activement participé aux activités de ce dernier, en se concentrant particulièrement sur les initiatives visant à promouvoir les droits des groupes les plus vulnérables, en particulier les enfants, les femmes et les filles, et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

I. Mesures prises sur le plan international

Adhésion aux instruments des Nations Unies relatifs aux droits humains

2. La Géorgie est partie à sept conventions fondamentales des Nations Unies en matière de droits humains¹ et à sept protocoles facultatifs², et a toujours coopéré pleinement avec tous les organes de l'Organisation. Elle a adressé une invitation permanente à tous les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et accepté les procédures de communications individuelles relatives à six des sept conventions.

3. La Géorgie accorde la plus grande attention aux recommandations des organes de surveillance relatifs aux droits humains, qu'elle traduit en plans d'action nationaux. Afin de garantir la mise en œuvre effective des obligations découlant des instruments des Nations Unies relatifs aux droits humains, elle a mis au point un dispositif national global d'établissement de rapports avec la participation active des parties prenantes concernées, notamment les organisations de la société civile et le Parlement géorgien, qui joue un rôle croissant puisqu'il est chargé d'examiner minutieusement les rapports en question.

¹ Elle a ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

² Elle a ratifié le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

Contributions de la Géorgie aux initiatives internationales et régionales de promotion et de protection des droits humains

4. La Géorgie s'engage activement dans la promotion des droits humains par l'apport de ressources humaines, techniques et financières. Elle est à l'initiative d'un certain nombre de résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil des droits de l'homme, participe aux activités de plusieurs Groupes d'Amis axés sur les droits des groupes vulnérables, notamment les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, les femmes et les filles.

5. La Géorgie s'est engagée à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Par exemple, le Gouvernement a aligné ses politiques nationales sur les objectifs de développement durable, adopté un document national en faveur de ces objectifs, et, en juillet 2020, présenté son deuxième examen national volontaire au forum politique de haut niveau pour le développement durable.

6. En tant que membre du Conseil de l'Europe et partie au système européen des droits humains, la Géorgie a signé et ratifié la plupart des instruments régionaux pertinents en la matière et participe activement aux processus qui ont conduit à la formation du programme régional relatifs aux droits humains.

7. L'une des priorités de la présidence géorgienne du Conseil de l'Europe en 2020 était la promotion de la relation entre droits humains et protection de l'environnement. La Géorgie poursuit ses efforts dans ce domaine.

8. La Géorgie s'est engagée à respecter ses obligations concernant la dimension humaine de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Par ailleurs, elle participe activement aux travaux du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, du Haut-Commissariat pour les minorités nationales et de la Représentante de l'OSCE pour la liberté des médias, ainsi qu'aux préparatifs de la réunion annuelle de l'OSCE sur la mise en œuvre des engagements concernant la dimension humaine et de la réunion du Comité sur la dimension humaine.

II. Mesures prises sur le plan national

9. La Géorgie dispose d'un système sophistiqué et multidimensionnel de protection des droits humains. Le Bureau du (de la) Défenseur(se) public(que) est un organisme accrédité et reconnu comme pleinement conforme aux Principes de Paris. Le Conseil interinstitutions des droits de l'homme mis en place par le (la) Premier(ière) Ministre est le mécanisme national qui permet d'assurer une coordination, un suivi, une évaluation et une communication de l'information efficace. Le département du Ministère de l'intérieur chargé de la protection des droits humains et du contrôle de la qualité des enquêtes est un mécanisme nouvellement créé, qui vise à garantir des interventions rapides et la qualité des enquêtes concernant les crimes relevant de son mandat, et à s'assurer que les droits humains sont protégés pendant le processus d'administration de la justice.

Stratégie et plan d'action nationaux en matière de droits humains

10. La Stratégie nationale en matière de droits humains et les plans d'action correspondants reflètent parfaitement la politique nationale en la matière.

11. La deuxième version de la Stratégie nationale en matière de droits humains (2022-2030) a été élaborée par le groupe de travail de coordination interinstitutions, en étroite collaboration avec des organisations non gouvernementales.

12. Les plans d'action dressent un inventaire détaillé des engagements pris par les autorités géorgiennes pour mettre en œuvre la Stratégie en matière de droits humains.

Des mises à jour sur la mise en œuvre de ces plans d'action sont régulièrement présentées aux organisations de la société civile et des rapports relatifs au plan d'action national en faveur des droits humains sont présentés chaque année au Parlement.

Égalité femmes-hommes

13. La Géorgie renforce en permanence ses mécanismes institutionnels nationaux en matière d'égalité des genres au moyen de trois organes principaux : la Commission interinstitutionnelle sur l'égalité des sexes, la violence à l'égard des femmes et la violence intrafamiliale (niveau exécutif), qui est présidée par le (la) Conseiller(ère) du Premier Ministre pour les droits humains, le Conseil du Parlement géorgien pour l'égalité des genres et le Département du Bureau du (de la) Défenseur(euse) public(que) pour l'égalité des genres.

Violence à l'égard des femmes et violence familiale

14. Depuis 2017, à la suite de la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul), la Géorgie a considérablement renforcé son action en la matière et a amélioré la protection des personnes survivantes en mettant en place des lois, des politiques et des programmes spéciaux. Elle reste pleinement engagée à continuer de renforcer le processus d'application de la Convention d'Istanbul.

Droits des personnes déplacées à l'intérieur des frontières

15. Le Gouvernement géorgien continue de se doter de mécanismes efficaces pour répondre aux besoins spécifiques des personnes déplacées en proposant, dans le cadre du plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie publique pour les personnes déplacées et de la loi sur les personnes déplacées provenant de territoires occupés, différentes solutions de logement durables ainsi que des programmes de subsistance.

Droits des personnes handicapées

16. La Géorgie, en tant qu'État partie à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, a pris des mesures importantes pour harmoniser sa législation avec les principes de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. À cette fin, le Parlement géorgien a adopté, en 2020, une loi sur les droits des personnes handicapées.

17. Conformément à la Convention, ratifiée en 2014, le Gouvernement géorgien a créé, par la résolution n° 551 du 29 novembre 2021, le Comité de coordination interinstitutionnel pour l'application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

18. En 2021, le Parlement géorgien a ratifié le Protocole facultatif se rapportant à la Convention. En ratifiant le Protocole, la Géorgie a reconnu la compétence du Comité des droits des personnes handicapées pour recevoir et examiner des communications présentées par des personnes ou des groupes de personnes ou pour le compte de personnes relevant de sa juridiction qui se plaignaient d'être victimes d'une violation par l'État.

19. La Stratégie nationale en matière de droits humains (2022-2030) sera également axée sur les droits des personnes handicapées et l'application des dispositions de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

Système pénitentiaire et régime de la probation

20. Depuis 2012, la réforme du système pénitentiaire et du régime de la probation, étape majeure de l'action de la Géorgie dans ce domaine, a obtenu des résultats probants, ce qui a été confirmé par divers mécanismes de surveillance internationaux (par exemple, le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants, le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants). Des réformes ont été menées en vue de la création de systèmes transparents et efficaces, fondés sur les concepts d'application effective des peines, de protection des droits et de la dignité des détenus et de promotion de leur réinsertion dans la société. Entre autres priorités, la réforme vise à prévenir les récidives, à favoriser la resocialisation et la réhabilitation des détenus et, ainsi, à jeter les bases d'une société plus sûre.

Bonne gouvernance et démocratie

21. En 2019, le Gouvernement géorgien a actualisé son dispositif d'élaboration et de coordination des politiques en adoptant l'ordonnance gouvernementale n° 629. Ces changements garantissent que les politiques gouvernementales nationales et sectorielles sont fondées sur des preuves, axées sur les résultats et tiennent compte des droits humains.

22. En vertu des changements susmentionnés, toutes les entités publiques sont désormais tenues de mener des consultations publiques en bonne et due forme avant de soumettre tout document politique au Gouvernement pour approbation, ce qui institutionnalise ces consultations et oblige les entités publiques à apporter des réponses et à présenter des justifications satisfaisantes aux parties prenantes engagées.

23. Au niveau international, la Géorgie est un membre actif du Partenariat pour le gouvernement ouvert et de la Communauté des démocraties, dans le cadre desquels elle s'engage en faveur d'une gouvernance transparente, participative, inclusive et responsable.

Pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et droits humains

24. Tout au long de la crise sanitaire, la population géorgienne a eu accès à des informations régulières et fiables sur la pandémie en six langues (géorgien, abkhaze, ossète, anglais, arménien et azerbaïdjanais). Un système de SMS a été utilisé pour diffuser auprès du public des informations critiques liées à la COVID-19, également dans les langues des minorités ethniques. Le plan de lutte contre la crise mis en place par le Gouvernement a accompagné divers groupes vulnérables en leur apportant un soutien, notamment financier, pour atténuer l'impact des conséquences de la pandémie.

25. Le Gouvernement géorgien a accordé une grande attention à la réduction des risques et des effets de la violence à l'égard des femmes et de la violence domestique. Tout au long de la pandémie, l'État a fourni une gamme complète de services gratuits aux victimes de ces violences.

III. Engagements de la Géorgie en tant que candidate au Conseil des droits de l'homme

26. Pleinement consciente des responsabilités que lui confère son statut de membre du Conseil, la Géorgie s'engage par la présente à :

a) Continuer de coopérer pleinement avec le Conseil, conformément à la résolution [60/251](#), et contribuer à la mise en œuvre complète du mandat du Conseil ;

b) Continuer de contribuer à renforcer l'efficacité et le fonctionnement du Conseil et à améliorer ses méthodes de travail ;

c) Continuer d'appuyer les initiatives visant à renforcer la capacité du Conseil à lutter contre la discrimination et à promouvoir les droits des groupes les plus vulnérables, en mettant particulièrement l'accent sur les minorités, les personnes déplacées, les personnes handicapées et les personnes touchées par les conflits ;

d) Appuyer les initiatives visant à renforcer la capacité du Conseil à promouvoir et à garantir la pleine jouissance des droits des femmes et des filles et à protéger celles-ci de la violence, y compris dans les situations d'urgence humanitaire, et à mener des activités en faveur de l'égalité des genres ;

e) Continuer de soutenir les initiatives visant à renforcer la capacité du Conseil à protéger et à promouvoir les droits de l'enfant ;

f) Appuyer les initiatives visant à renforcer la capacité du Conseil à promouvoir les droits des personnes handicapées, en mettant particulièrement l'accent sur le principe international « rien sur nous sans nous », en renforçant la participation de la population à l'élaboration des politiques de haut niveau ;

g) Défendre l'universalité de l'examen périodique universel et s'engager dans le processus d'examen par une participation constructive aux dialogues interactifs, et promouvoir une participation plus large des institutions nationales des droits humains, des organisations non gouvernementales et des représentants de la société civile, notamment en renforçant le rôle des parlements dans le processus d'examen périodique universel ;

h) Poursuivre la pratique consistant à verser des contributions financières volontaires aux divers organes des Nations Unies chargés des droits humains et de l'action humanitaire, y compris les contributions visant à appuyer la participation des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement aux travaux du Conseil ;

i) Accroître les activités visant à partager les meilleures pratiques et expériences en matière de promotion et de protection des droits humains et à mener des réformes reconnues internationalement en matière de démocratie institutionnelle, d'état de droit, de bonne gouvernance et de prestation de services publics fondés sur des données tangibles, qui servent l'objectif d'une application effective des instruments relatifs aux droits humains ;

j) En tant que membre du Groupe d'amis pour les mécanismes nationaux d'application, d'établissement des rapports et de suivi, continuer de mener des activités de sensibilisation concernant le rôle important que jouent les mécanismes nationaux dans l'application et le suivi efficaces, complets et coordonnés des recommandations formulées par le dispositif international relatif aux droits humains, et échanger les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience en vue de mettre en place de mécanismes nationaux efficaces ;

k) Collaborer étroitement avec toutes les organisations non gouvernementales intéressées, notamment les organisations locales de la société civile, afin d'accroître leur représentation et leur participation aux forums internationaux sur les droits humains ;

l) Promouvoir l'intégration de la dimension environnementale dans les programmes consacrés aux droits humains, favoriser une approche de la protection de l'environnement qui soit fondée sur les droits, faire mieux connaître les défis environnementaux et renforcer l'exercice du droit à un environnement sûr, propre, sain et durable ;

m) Continuer de coopérer au niveau international afin de mettre les nouvelles technologies au service de la protection et de la promotion des droits humains et des libertés fondamentales, et atténuer les menaces qui pèsent sur les droits humains et la démocratie du fait de l'utilisation de ces technologies ;

n) Entre autres priorités, continuer d'aligner les systèmes pénitentiaires et le régime de la probation sur les normes les plus exigeantes en matière de droits humains et de sécurité.
